

L'IMAGE DE LA GRECE DANS L'OPINION PUBLIQUE FRANCAISE

Jean Catsiapis*

ABSTRACT

The image of Greece, one of the E.U.'s least economically developed countries, is in the French public opinion one of a scapegoat. Indeed, the strong have always considered the weak as the cause of their own misfortunes. However, Greece's mediocre image in France's eyes has to do with specific causes related to the heavy weight of ancient Greece as well as to the ignorance of the hellenic reality of today and even to some dysfunctions in the French media.

RÉSUMÉ

L'image de la Grèce, un des pays les moins développés économiquement de l'Union européenne est dans l'opinion publique française celle du bouc émissaire. Les forts ont en effet toujours considéré les plus faibles comme la cause de leurs propres malheurs. Toutefois l'image médiocre de la Grèce aux yeux des Français tient aussi à des causes spécifiques qui relèvent tant du poids très lourd de l'antiquité grecque que de l'ignorance par ceux-ci de la réalité hellénique d'aujourd'hui ou encore de certains dysfonctionnements des médias de France.

“Lorsque la Communauté connaît des difficultés, alors on cherche un bouc émissaire. Très souvent c'est la Commission ; en ce moment c'est un peu la Grèce et je le regrette”. Ces propos tenus à Athènes, début 1994, par Jacques Delors alors président de la Commission européenne¹ reflètent parfaitement l'image de la Grèce dans l'opinion publique française, qui est celle du bouc émissaire. C'est parce que la Grèce est effectivement un des pays les moins développés économiquement de l'Europe qu'elle est tout naturellement désignée comme responsable de tous les maux qui affectent l'Union Européenne. Les forts ont toujours considéré les plus faibles comme la cause de leurs propres malheurs. Toutefois l'image médiocre de la Grèce aux yeux des Français tient aussi à des causes spécifiques, qui relèvent tant du poids très lourd de l'histoire de l'antiquité grecque, que de l'ignorance par ceux-ci de la réalité hellénique d'aujourd'hui ou encore de certains dysfonctionnements des médias de France.

La nostalgie de la Grèce antique

La splendeur de l'antiquité grecque constitue encore de nos jours, l'émerveillement de l'écrasante majorité des intellectuels français. La philosophie grecque, l'art grec, et de façon générale le Vème siècle athénien ont façonné la civilisation européenne contemporaine. C'est pourquoi de nombreux écrivains, journalistes, cadres supérieurs, qui forment les élites de la société française connaissent la Grèce contemporaine où ils se rendent pour retrouver les traces des

*Université de Paris X

auteurs dont ils ont parfois traduit les textes, lorsqu'ils étaient sur les bancs du lycée.

C'est alors que nombre d'entre eux éprouvent à l'issue de leur séjour en territoire hellénique la nostalgie d'une Grèce antique qu'ils ont connue par les livres ou qu'ils imaginent à partir de la découverte de monuments vieux de vingt cinq siècles. Mais ces nostalgiques de la civilisation grecque antique ressentent aussi une grande déception envers la Grèce d'aujourd'hui, à la mesure de l'admiration intense qu'ils nourrissent à l'égard de la Grèce d'autrefois. Pour rendre compte de leur attitude il suffit de citer la définition que donne Régis Debray, de la Grèce actuelle : "Ce coin de tiers monde fiché au flanc de l'Europe."²

Le phénomène nouveau de ces vingt dernières années tient en ce que l'admiration de la Grèce antique, que ressentaient les intellectuels français, par opposition à leur dédain de la Grèce contemporaine, a fait place à une remise en cause, pour ne pas dire à un révisionnisme pour certains d'entre eux de l'histoire grecque. C'est Bernard-Henri Lévy dans son livre, "*le Testament de Dieu*", publié en 1979, qui le premier, a entrepris, de démolir, bien qu'il s'en défende, l'image de la Grèce dans l'opinion publique française.³ Le livre de cet auteur, dont Raymond Aron, dénonçait précisément à propos du chapitre de cet ouvrage intitulé "Athènes ou Jérusalem" l'érudition de pacotille⁴ a connu un grand retentissement. Bernard-Henri Lévy pour dénigrer la Grèce antique croit en particulier devoir opposer son polythéisme au monothéisme des Hébreux.

Le fait est que le retour au polythéisme, ou plus généralement, la référence à l'antiquité grecque est parfois prôné par des mouvements de pensée, comme le G.R.E.C.E., situés très à droite sur l'échiquier politique. Toutefois de nombreux intellectuels de gauche ou de droite se réclament toujours de l'héritage grec. C'est ainsi que l'ancien ministre gaulliste, George Gorse, indique dans son livre, *Je n'irais pas à mon enterrement*, publié en 1992, qu'il avait souhaité rédiger un article dans lequel il se proposait "d'agiter l'idée que le polythéisme grec méritait quelque considération, le monothéisme, étant par nature voué à l'intolérance". Mais il précise qu'il a dû y renoncer en raison de l'essai de Bernard-Henri Lévy dont "Vidal Naquet et Castoriadis dénoncèrent avec violence (et quelques bons arguments) les erreurs et la mauvaise foi"⁵. La seconde attaque, d'importance majeure, contre l'antiquité grecque provint de la rédaction, sous la direction du professeur Jean Baptiste Duroselle, de l'ouvrage *L'Europe, histoire de ses peuples* dont la première édition est de 1990. Ce livre, très largement subventionné par les Communautés européennes, passait entièrement sous silence l'apport de la Grèce à l'Europe. Son chapitre 4, pourtant intitulé "L'Antiquité: la sagesse grecque et la grandeur romaine", comprenait quatre parties uniquement consacrées à l'antiquité romaine⁶. Les réactions de l'opinion publique grecque, à ce livre, furent tellement violentes qu'en 1993 une

nouvelle édition de cet ouvrage ajouta deux parties au chapitre 4 dont l'une avait pour titre "L'éclat de la Grèce avant les Romains". Cette seconde édition fut pire, si on peut dire, que la première, car si celle-ci ignorait la Grèce, la nouvelle mouture du livre la présentait systématiquement de façon négative en soulignant avec une ironie grinçante non ses apports mais tous ce que les anciens Grecs n'avaient pas inventé⁷.

La Grèce inconnue des Français.

"Au fait comment va Mgr Makarios?". Cette question posée par Jacques Chirac, le 12 mai 1986, alors Premier Ministre, à Christos Sartzetakis, Chef de l'Etat hellénique en visite officielle à Paris, sur l'état de santé du Président de la République de Chypre, pourtant mort neuf années plus tôt, donne bien la mesure de l'ignorance par la classe politique française de l'évolution de la vie publique en Grèce et des questions qui préoccupent au premier plan ce pays, comme c'est le cas du problème chypriote⁸.

A vrai dire les Français, et pas seulement leurs dirigeants, ignorent presque tout de la Grèce. Cependant, contrairement à ces derniers et aux journalistes de leur pays ils éprouvent comme le montrent les sondages, beaucoup de sympathie à l'égard des Grecs⁹.

Le fait est que la Grèce apparaît comme un pays très éloigné de la France et pas seulement sur le plan géographique. L'attachement viscéral des Grecs à leur passé, qui les fait passer pour des nationalistes ombrageux ou leur religion, l'orthodoxie, curieusement présentée, comme dangereuse compte tenu des succès militaires en Bosnie de leurs coreligionnaires et alliés Serbes paraît incompréhensible aux Français ou plus précisément à ceux qui forgent leurs opinions.

Les récents développements de la question macédonienne ont contribué à ternir l'image de la Grèce chez les Français. On a souvent à Paris présenté comme puérile l'obstination des Grecs à "confisquer" le nom de Macédoine. Il est vrai que les services gouvernementaux helléniques de presse, en Grèce ou en France, par une politique maladroite de communication n'ont pas été en mesure d'expliquer simplement que l'appropriation par les autorités de Skopje du terme "Macédoine" masquait des revendications certaines de celles-ci sur le territoire de la Macédoine grecque. Il leur suffisait de rappeler à ceux qui avançaient que la prétention grecque à obtenir la modification de l'appellation de la République de Macédoine était inconcevable que le gouvernement français, lui même, peu avant l'indépendance de la Côte française des Somalis s'était permis, sans même la consulter, d'imposer à ce futur Etat, pour ne pas déplaire à la Somalie voisine, le nom de Territoire français des Afars et des Issas¹⁰.

Le paradoxe dans cette affaire du nom de la "Macédoine yougoslave" est que les journaux français ou les autorités gouvernementales de France n'utilisent

jamais pour la désigner son seul titre reconnu sur le plan international à savoir "Ancienne République yougoslave de Macédoine" mais préfèrent la désigner par le mot Macédoine ou République de Macédoine. A telle enseigne qu'aujourd'hui le terme "Grèce du nord" est l'expression la plus souvent utilisée pour parler de la Macédoine grecque. Pour éviter la confusion entre les "deux Macédoines", la Macédoine grecque est ainsi escamotée et a disparu des articles de presse ou des textes officiels français.

En 1992 la question des nouvelles cartes, bilingues, d'identité nationale de Grèce, sur lesquelles était maintenue la mention de la religion, a suscité une grande émotion dans la presse française ¹¹. De fait l'opinion publique de France, qui réprovoque à juste titre la discrimination religieuse, telle qu'elle a pu par exemple se pratiquer, pendant le régime de Vichy, au détriment des juifs, a immédiatement imaginé, faute d'information suffisante que le gouvernement hellénique avait décidé de jeter le discrédit sur les minorités religieuses de la Grèce. Or les autorités d'Athènes s'étaient en l'occurrence contentées de poursuivre une pratique, bonne ou mauvaise, qui n'avait dans le passé provoqué aucune protestation. A vrai dire les Grecs, chrétiens orthodoxes dans leur très grande majorité, affichent leur religion moins pour des raisons d'ordre culturel que religieux. Ils veulent avant tout affirmer que l'Eglise orthodoxe est intimement liée au passé de la Grèce. Pendant les quatre siècles de l'occupation turque, la flamme de la résistance a été soigneusement entretenue par l'ensemble du clergé, qui en préservant la foi religieuse héritée de Byzance et l'usage de la langue grecque, a ainsi assuré la survie de l'hellénisme.

On comprend ainsi la très vive émotion d'Athènes à la suite de la proposition avancée par la France, début 1995, au moment où elle a assuré la présidence de l'Union européenne, de prévoir une discussion, lors de la Conférence intergouvernementale de 1996, sur la suppression, comme langues de travail des institutions européennes, des "petites langues" comme le grec. La presse hellénique s'est alors déchaînée contre ce projet visant à supprimer le grec, en soulignant que c'est dans cette langue qu'avaient été écrits les textes les plus sacrés du christianisme.

Cette méconnaissance en France des réalités grecques conduit à des jugements erronés sur les orientations de la diplomatie hellénique. C'est ainsi que le lourd contentieux gréco-turc est souvent présenté à Paris comme un ensemble de litiges concernant deux Etats voisins, qui depuis des siècles agissent comme des frères ennemis ¹². Les guerres ou les tensions entre Grecs et Turcs seraient ainsi inévitables et assimilables en quelque sorte aux sempiternelles querelles opposant dans le monde animal les chats aux chiens. C'est de la sorte qu'est présentée, en particulier la question chypriote. La vérité est que ce problème, en fait, constitue une illustration de la décolonisation inachevée de la Grèce. Longtemps colonie turque, la Grèce au moment de son indépendance, en 1829

s'est alors trouvée dotée d'un triple protectorat, anglais, français et russe, supplanté après la seconde guerre mondiale par une domination des Etats Unis. Le rattachement de Chypre à la Grèce, qui devait logiquement parachèvement l'indépendance de la nation hellénique, a été mise en échec, à la fin des années cinquante par une machination de la Turquie et de la Grande Bretagne, approuvée par les Etats Unis et l'OTAN dont font partie ces trois pays, ainsi que l'Etat grec lui-même.

Il faut souligner que le Quai d'Orsay, a toujours porté un regard très méfiant sur la question chypriote. En effet la guerre d'indépendance de Chypre a coïncidé avec celle d'Algérie. Et à cette époque Athènes, qui souhaitait internationaliser la question chypriote soutenait naturellement les efforts des pays arabes, qui avec succès, ont obtenu malgré l'opposition de Paris l'inscription du problème algérien à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU. Le Quai d'Orsay, fidèle à l'amitié entre la France et la Turquie, dont l'origine remonte à François Ier et Soliman le Magnifique, persiste, de nos jours, à ne pas vouloir compromettre les intérêts français auprès des autorités turques par un soutien trop engagé d'Athènes en politique étrangère. Il convient toutefois de remarquer que la diplomatie du Palais de l'Elysée, moins sujette aux contraintes de la tradition est souvent beaucoup plus philhellène que celle mise en oeuvre par le ministère français des affaires étrangères. Cette ignorance des données de la vie politique intérieure et des véritables orientations diplomatiques de la Grèce est particulièrement fâcheuse lorsque ce pays traverse une crise grave. Avec la dictature des colonels qui dure de 1967 à 1974, l'opinion publique française, à l'exception fort heureusement de certains intellectuels, s'est montrée, dans l'ensemble indifférente, au sort du peuple grec présenté comme étant habitué depuis longtemps à subir un régime de pouvoir militaire.

Face à cette méconnaissance en France du pouvoir en place à Athènes et au manque d'informations disponibles, il est vrai, en provenance de Grèce, une remarquable agence de presse "Athènes Presse Libre" s'est alors créée à Paris sous la direction de Richard Someritis aidé par des exilés grecs.

Grâce à elle, pendant sept ans, la presse française mais aussi les hommes politiques français ont été parfaitement informés des faits et événements se produisant en Grèce, des échecs de la dictature ainsi que de l'action des mouvements de résistance au régime militaire. Cette information objective a été d'autant plus utile que certains organes de la presse parisienne éprouvaient une sympathie certaine et même déclarée pour les militaires grecs et que d'autres comme le *Monde*, ligoté par les curieux articles de son correspondant "très particulier", Marc Marceau, se sont livrés parfois, à ce qu'il convient d'appeler des opérations de désinformation.

Le fait est que la Grèce est en quasi-permanence la victime de dysfonctionnements des médias français, qui, peu intéressés par le sort de ce

pays, soit l'ignorent systématiquement, se contentant de relater la vie sentimentale de ses armateurs, de ses chanteurs ou même de ses hommes politiques, soit en présentent, pas toujours de très bonne foi, une image déformée et souvent peu reluisante.

Monsieur Marceau

De son vrai nom, Marc Pobanz, le correspondant du *Monde* à Athènes de 1946 à 1986 est certainement le personnage le plus mystérieux de la rédaction de ce grand quotidien. Né le 20 Mars 1912 à Oran, Marc Marceau a été pendant plusieurs années membre actif de la Main Bleue¹³ qui constituait le groupe de gardes du corps du parti franciste, formation fasciste dont le chef était Marcel Bucard, condamné à mort et exécuté à la libération pour fait de collaboration. Elevé au grade de Lieutenant général des Cadets francistes il signe dans le *Franciste*, organe de presse de ce parti de nombreux articles, où il vante les mérites du fascisme italien. Il exalte en particulier la guerre d'Ethiopie menée par Mussolini : "l'Italie fasciste, c'est la jeunesse ardente et triomphante. Mussolini récolte avec les lauriers d'Afrique la juste récompense de sa constante foi dans les magnifiques destinées d'une jeunesse animée du plus pur patriotisme".¹⁴

Un mystère entoure la vie de ce personnage, décédé à Athènes le 30 novembre 1990, comme en convient la très courte notice nécrologique du *Monde* le concernant.¹⁵ Cet homme contrairement à la plupart des correspondants de ce journal à l'étranger a passé la plus grande partie de son existence dans le même poste, en l'occurrence à Athènes où il arrive peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ses premières correspondances reflètent à l'évidence son goût des régimes forts. Sous le titre "Les Versaillais", le quotidien communiste, l'*Humanité* du 6 mai 1948 dénonce la justification que M. Marceau, dans un article du *Monde*, publié la veille et donc daté du même jour, donne de l'exécution de 150 communistes grecs, que ne manque pourtant pas de désapprouver le *Times* de Londres, ainsi que le *Monde* lui-même, le souligne dans un autre article sur le même sujet. Sans entrer dans la polémique que soulève l'*Humanité* on doit toutefois admettre, à sa suite, qu'il est choquant de lire sous la plume de M. Marceau : "la vérité est que ces condamnés ne pouvaient rester indéfiniment en prison. Il s'agissait de sujets assez peu intéressants et aux crimes impressionnants."

Le mystère concernant M. Marceau concerne tant l'objectif réel qu'il visait par ses articles souvent provocants sur la Grèce, que la protection inlassable que lui ont accordé non seulement la direction du *Monde* mais aussi les services diplomatiques français à Athènes. A cet égard il convient d'observer l'intervention auprès du Quai d'Orsay de l'Ambassadeur Vaux de Saint Cyr, après un surprenant article du *Monde* du 4 juillet 1951, sans la signature de M. Marceau,

mais dont la source est intitulée : “correspondance particulière du *Monde*”, et qui a provoqué un profond émoi dans les milieux politiques et journalistiques grecs. Dans sa dépêche ¹⁶ l’Ambassadeur, comme si M. Marceau était en fait un subordonné d’un service étatique français, demande au Département d’intervenir auprès de la Direction du *Monde* afin que celle-ci dégage la responsabilité de M. Marceau pour cet article.

Considéré comme un journal officieux, véritable porte parole du Quai d’Orsay, le *Monde* dont les articles sur la Grèce sont souvent cités dans la presse hellénique, ou même traduits in extenso a ainsi souvent donné à Athènes même une image déformée de la réalité grecque au point d’influer sur la politique intérieure hellénique. Les articles déconcertants de M. Marceau ont aussi donné aux lecteurs, en France, de ce journal de référence, des renseignements erronés sur la vie politique de la Grèce.

On doit d’ailleurs légitimement s’inquiéter de la teneur des informations sur la Grèce dont ont disposé dans le passé les dirigeants français lorsqu’on consulte des documents à l’époque confidentiels, mais rendus publics aujourd’hui, de différents services étatiques français.

Par exemple dans un bulletin de renseignements politiques du 12 mars 1955 du S.D.E.C.E. (Service de Documentation Extérieure et de Contre Espionnage).¹⁷ on relève que Mme Hélène Vlachos “de réputation douteuse” dirige le quotidien *Kathimerini*, “journal le plus systématiquement francophobe de Grèce”. Il est indiqué dans ce document que son rédacteur politique K. Zafiropoulos est agent du FBI. Dans ce même bulletin on souligne que le *Vima* est francophile, en regrettant toutefois qu’il soit très lié aux Anglais puisque son “directeur G. Siriotis est agent de l’Intelligence Service”. Ainsi est délibérément déformée l’image de deux journaux sans doute les plus sérieux de Grèce.

La dictature des colonels va aussi permettre à M. Marceau de faire croire que ce régime militaire a la faveur des Grecs. Dans deux ouvrages, *La Grèce des colonels et le Coup d’Athènes* ¹⁸ il décrit sans réel esprit critique le gouvernement de la junte. Mais c’est sa fameuse correspondance dans le *Monde* daté du 23 avril 1969, qui provoquera l’indignation des résistants à la dictature. Son article rédigé, à l’occasion du second anniversaire de la prise de pouvoir des colonels n’est en fait qu’une médiocre apologie d’un régime infâme. Mikis Théodorakis ira même jusqu’à composer sa chanson “Monsieur Marceau”¹⁹ dont le premier couplet disait :

J’ai beau vivre en déportation
J’ai malgré tout la liberté
D’obéir à mes geôliers
C’est monsieur Marceau qui l’affirme

La retraite de M. Marceau n'a pas beaucoup modifié l'image de la Grèce que perçoivent les lecteurs du *Monde*. En effet, si les différents correspondants de ce quotidien qui se sont succédés à Athènes depuis 1986 rédigent des articles moins contestables que ceux de leur prédécesseur, la rédaction parisienne du journal fondé par H. Beuve Méry à travers des articles anonymes, qui prennent souvent la forme de "Bulletins de l'étranger" critique souvent sans aucune justification la politique étrangère du gouvernement hellénique.

Ainsi dans son édition du 12 juillet 1993, le Bulletin de l'agence athénienne de presse ANA, que dirigeait alors Michel Stylianou, notait "les sentiments anti-grecs cultivés en toute occasion par les médias français et en particulier le *Monde*". Il soulignait notamment le fait que "les lettres adressées au *Monde* sont jetées au panier et l'article de M. Théodorakis ²⁰ a été publié, amputé du passage où il rappelait la contribution de la Grèce à la chute du nazisme durant la seconde guerre mondiale'.

Pour être juste il faut dire que dans un passé encore récent certains articles remarquables sur la Grèce d'André Fontaine ou d'Eric Rouleau, avant que ces journalistes ne prennent leur retraite, contrebalançaient parfois la ligne générale du *Monde* souvent peu indulgente à l'égard d'Athènes.

Dépourvue de bons spécialistes sur la Grèce la presse française se borne à reproduire les dépêches sur ce pays de l'AFP, qui manquent fréquemment de sérieux et d'objectivité. Très curieusement l'AFP, une des toutes premières agences de presse dans le monde considère depuis longtemps Athènes comme un poste mineur, qui, d'ailleurs est peu convoité par les journalistes de cette très honorable institution. Il est d'usage de dire parmi eux "qu'il ne se passe jamais rien d'intéressant en Grèce". De fait ce ne sont pas les meilleurs journalistes de l'AFP qui sont nommés à Athènes.

Les autorités grecques, depuis près d'un demi siècle dénoncent les inexactitudes des dépêches de l'AFP. Ainsi au cours du premier semestre 1949 les informations tendancieuses et les pronostics hasardeux sur la politique hellénique de Frédéric Coignard, alors correspondant de l'AFP à Athènes ont détérioré les relations gréco-françaises au point que le gouvernement hellénique devait demander son rappel à Paris. Aujourd'hui les rapports de l'AFP avec les autorités d'Athènes ne sont pas excellents. Dans le même numéro du Bulletin de l'ANA suscités sont critiqués "les titres-accablants pour la Grèce de cette agence de presse". Aujourd'hui le contenu hostile à la diplomatie des dirigeants grecs des dépêches de l'AFP en provenance d'Athènes s'explique essentiellement par des raisons d'ordre politique. En effet cette agence, largement contrôlée par le gouvernement français, exprime l'irritation de Paris concernant la politique étrangère hellénique. On peut ainsi mieux comprendre pourquoi le ton des dépêches de l'AFP est rarement bienveillant à l'égard de la Grèce.

La Grèce et l'Europe

Il faut admettre qu'à partir du 1er janvier 1981, date de l'adhésion de la Grèce à l'Europe communautaire, la presse française s'est véritablement acharnée contre la diplomatie hellénique. Souvent jugée comme le résultat d'une des initiatives purement personnelles du président Giscard d'Estaing, cette adhésion est toujours perçue comme une des erreurs majeures de celui-ci. L'idée dominante à Paris dans les milieux journalistiques et aussi politiques est que la Grèce, pays pauvre, n'était pas préparée à faire partie des Communautés européennes. Les Grecs sont perçus comme un handicap pour l'Europe, d'une part, car ils refuseraient souvent d'être solidaires de leurs partenaires et d'autre part, parce qu'ils coûtent cher en raison des aides financières considérables qu'ils reçoivent de Bruxelles. Dans l'hebdomadaire *le Point* du 11 décembre 1993 Claude Imbert salue à sa manière la présidence grecque, pour un semestre, de l'Union européenne à compter du 1er janvier 1994, en écrivant que Giscard d'Estaing "aura parrainé un agité du bocal balkanique, qui met l'argenterie dans sa poche et insulte les convives". Ces propos ont entraîné une réaction très vive de la Communauté hellénique de Paris ²¹. *L'Événement du Jeudi*, pour sa part, en février 1995 ²² s'interroge : "Nationalisme, sous développement économique, corruption, absence de solidarité européenne. La Grèce a-t-elle encore sa place en Europe ?"

Pour expliquer la singularité grecque le quotidien, *Libération*, sous la plume distinguée de l'historienne, Sophia Mappa ²³ conclut que "la société grecque est profondément persuadée qu'elle est l'objet de la persécution et du complot de ses voisins macédoniens, albanais, turcs, européens...". Ces considérations, pour le moins simplistes, sont relayées, par des jugements sans nuances de certains hommes politiques français. Ainsi le député François d'Aubert dans son livre *Main basse sur l'Europe* publié en 1994 (Paris, Ed. Plon), dans lequel il dénonce certaines dérives des subventions européennes, croit devoir souligner à longueur de pages que la Grèce est le "cancer de l'Europe" ou que le "PASOK est gourmand et corrompu". Souvent invité par les radios et télévisions, F. d'Aubert ne manque aucune occasion pour caricaturer les rapports financiers de la Grèce avec les institutions européennes.

S'il est vrai que l'Etat grec, comme bien d'autres pays européens viole parfois la législation communautaire, ses autorités judiciaires, elles, n'ont pas hésité à sanctionner, jusqu'à les condamner à des peines de prison, ceux qui sont mêlés à des affaires de détournements d'aides financières accordées par Bruxelles. A vrai dire l'attitude de F. d'Aubert, et d'une certaine presse à l'égard d'Athènes, s'explique par le fait que les dirigeants grecs à l'occasion de plusieurs projets importants de grands travaux ont préféré traiter avec des entreprises allemandes plutôt qu'avec des entreprises françaises. La réalité est que si la Grèce obtient chaque année une aide financière considérable des autorités

européennes, elle restitue régulièrement une grande partie de cette aide aux entreprises de grands pays comme la France dont la présence à Athènes depuis quelques années est de plus en plus importante. Sans manier le paradoxe on peut dire que beaucoup d'entreprises françaises, grâce à la Grèce, ont sauvé beaucoup de leurs emplois, par les parts de marché qu'elles ont conquises dans ce pays. Le dénigrement de l'économie grecque qui est désormais la tarte à la crème de la presse française a, au demeurant ému, certains responsables de banques françaises. L'un d'entre eux, qui connaît bien les réalités helléniques, dans une tribune, que *Liberation* a accepté de publier, souligne que s'ébauche dans le sud des Balkans une zone drachme et que "la Grèce européenne, c'est une chance politique, mais aussi une chance économique"²⁴.

Sophie Basch, dans son ouvrage *le Mirage grec*²⁵, étudie ce qu'a été la Grèce moderne devant l'opinion publique française au cours de la période 1846-1946 et conclut dans un dernier chapitre intitulé le "misophilhellénisme", que "la Grèce n'a pas droit à l'auréa mediocritas: on lui reproche immédiatement de ne pas être la patrie idéale qu'on avait imaginée". Avec elle on doit admettre que le mishellénisme est dans une certaine mesure un misophilhellénisme, puisque les philhellènes sont parfois traités d'imbéciles ou de dupes.

Si l'image des Grecs est délibérément ternie en France par beaucoup de ceux qui forment l'opinion des gens, il faut toutefois reconnaître le rôle considérable dans ce pays des enseignants de grec ancien, qui, très nombreux chaque année, organisent pour leurs élèves des séjours en Grèce pendant les vacances scolaires pour leur faire découvrir la continuité de l'hellénisme.

Sans la Grèce actuelle, le message au monde de la Grèce antique serait sans doute ressenti aujourd'hui avec moins d'intensité. Jacqueline de Romilly, de l'Académie Française, qui de façon inlassable, défend le grec et la Grèce, sans doute bien mieux que ne pourrait le faire à Paris, l'Ambassadeur de la République hellénique, résume de façon lumineuse, dans son beau livre *Pourquoi la Grèce?*²⁵, ce que l'on doit aujourd'hui à la Grèce: "L'héritage grec fondé sur l'aspiration à l'universel est devenu l'esprit même de notre civilisation occidentale. Dans le temps où se crée l'Europe, il peut n'être pas indifférent de reconnaître cette dette, que l'on a trop tendance à oublier".

NOTES

1. *Le Monde* du 7 janvier 1994.
2. Régis Debray, *les Masques*, Paris, Ed. Gallimard, 1992.
3. Dans son ouvrage, *Le Testament de Dieu*, (Paris, Ed. Grasset, 1979) B-H Levy, après avoir dit (p.78) "cette Grèce, dont il faut conjurer les prestiges" croit devoir indiquer au lecteur (p.91) "je n'instruis pas, faut-il le répéter le

procès de la Grèce en tant que telle, traînée au devant d'un imaginaire tribunal de l'histoire achevée".

4. Raymond Aron, **Mémoires**, Paris, Ed. Julliard, 1983, p.706.

5. Georges Gorse, **Je n'irais pas à mon enterrement**, Paris, Ed. Plon, 1992, p.231.

6. Le Chapitre 4 du livre **l'Europe, histoire de ses peuples** (Paris, Ed Perrin, 1990) comprenait les quatre parties suivantes : I. La stupéfiante conquête romaine, II. Le droit romain, l'Etat et la famille, III. L'empire romain, facteur d'assimilation, IV. Vision romaine de l'Europe.

7. J. B. Duroselle, spécialiste des relations internationales et en particulier de la Première Guerre mondiale a lui même rédigé la partie intitulée "L'éclat de la Grèce avant les Romains". Il souligne (p.63) que "les Grecs n'ont pas tout inventé", et plus loin (p.69) que "il va de soi que les Grecs n'ont pas tout inventé. Une affirmation de ce genre est soit chauvine, soit naïve, soit antihistorique". Et il rappelle (p.78) que "ce sont les Romains et non les Grecs, qui ont construit un admirable réseau de routes".

8. Anecdote rapportée dans le **PLI** n°4, du 27 mai 1986.

9. En 1991 la Grèce apparaît comme sympathique à 59% de Français et antipathique à seulement 4% d'entre eux et figure dans le groupe de tête des pays qui ont leur préférence. (SOFRES, Etat de l'opinion 1993,p.109).

10. Finalement après son indépendance, le nom définitif de l'ancienne Côte française des Somalis sera "République de Djibouti".

11. Voir **Libération** des 19-20 décembre 1992.

12. "Frères ennemis en Méditerranée orientale : rivalités et litiges gréco-turcs". **Problèmes politiques et sociaux**, N° 562, 12 juin 1987. Documentation française.

13. Voir le **Crapouillot**, "la gauche dans la collaboration", sept. octobre 1992, p.56-57.

14. le **Franciste**, 10 mai 1936.

15. Le **Monde** du 4 décembre 1990.

16. Archives Quai d'Orsay. Télégramme n°441/44, du 7.7.1951.

17. S.D.E.C.E., Bulletin de renseignements politiques du 12 mars 1955, référence : 21.1 - A.03.339. Le S.D.E.C.E. s'intitule aujourd'hui: D.G.S.E (Direction Générale de la Sécurité Extérieure)

18. M. Marceau, **la Grèce des colonels**, Paris, Ed. Robert Laffont, 1967, et **le Coup d'Athènes**, Paris, Ed. Buchet-Chastel, 1974.

19. Le texte complet de la chanson "monsieur Marceau" est reproduit dans le livre de M. Théodorakis, **Journal de résistance**, Paris, Ed. Flammarion, 1971.
20. Le **Monde** du 9 avril 1993 a publié un article de M. Théodorakis, "la Grèce, fidèle à elle-même" sur la politique macédonienne de la Grèce.
21. **Bulletin de la Communauté hellénique de Paris et des environs**, décembre 1993, n°7.
22. **Événement du Jeudi**, semaine du 9 au 15 février 1995.
23. Sophia Mappa, "le Malentendu grec", **Libération** du 24 octobre 1994.
24. Robert de Bruin, "Pour la Grèce", **Libération** du 18 janvier 1994.
25. Sophie Basch, **le Mirage Grec, la Grèce moderne devant l'opinion publique française**, Athènes, Éditions-Ekdoseis, 1995.
26. Jacqueline de Romilly, **Pourquoi la Grèce ?**, Paris, Ed. de Fallois, 1992.